

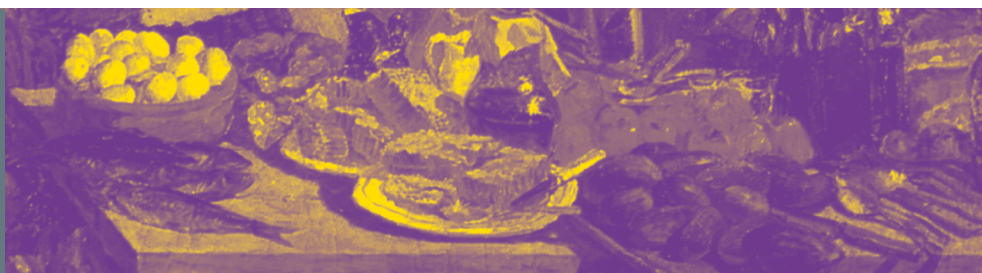
Sous la direction de
Geoffrey Pleyers

La consommation critique

Mouvements pour une alimentation responsable et solidaire

Postface de Jean-Louis Laville

desclee
de
brouwer



SOLIDARITÉ ET SOCIÉTÉ

La consommation critique

Sous la direction de Geoffrey Pleyers

La consommation critique

*Mouvements pour une alimentation responsable
et solidaire*

Postface de Jean-Louis Laville

« Solidarité et société »
Desclée de Brouwer

Collection « Solidarité et société »,
dirigée par Jean-Louis Laville

Dès le XIX^e siècle, l'invention de la solidarité correspond à la tentative de penser un lien social véritablement moderne, qui ne repose ni sur les intérêts matériels, ni sur les communautés traditionnelles.

En dépit de l'annonce récurrente de son affaiblissement voire de sa disparition, cette idée de solidarité continue à rassembler ceux qui refusent de réduire la vie sociale à l'utilitarisme et les relations humaines au contrat. De multiples formes d'associationnisme, présentes depuis le niveau local jusqu'au niveau international, s'y réfèrent aujourd'hui avec force.

La solidarité est donc d'actualité. Mais derrière l'adhésion qu'elle suscite apparaissent des conceptions contrastées. Elles renvoient pour certaines à la vision d'une société éthique dans laquelle des citoyens remplissent leurs devoirs moraux alors qu'elles désignent pour d'autres des actions collectives relevant de l'auto-organisation et du mouvement social.

Cette collection se propose donc d'éclairer les multiples formes de solidarité en actes comme les débats qui y sont liés, en soulevant des questions décisives pour notre avenir commun.

Joseph Haeringer (dir.), *La démocratie : un enjeu pour les associations d'action sociale*, 2008.

Jean-Louis Laville, *Le travail, une nouvelle question politique*, 2008.

Jean-Paul Maréchal, *Humaniser l'économie*, 2008.

Bruno Frère, *Le nouvel esprit solidaire*, 2009.

Anne Salmon, *Mais que font les éducateurs ? Le travail social à l'épreuve du politique*, 2009.

Jean-Louis Laville et Pascal Glémain (dir.), *L'économie sociale et solidaire aux prises avec la gestion*, 2010.

Jean-Michel Servet, *Le grand renversement*, 2010.

Anne Salmon, *Le travail sous haute tension. Risques industriels et perspectives syndicales dans le secteur de l'énergie*, 2011.

Thierry Brun, *Main basse sur les services. Chronique d'une réforme silencieuse*, 2011.

Introduction

L'accès des travailleurs à la consommation de masse constitue la réalisation de la promesse fondatrice de la modernité fordiste. Colin Campbell (1987) place même l'éthique consumériste sur le même pied que l'éthique protestante ascétique chère à Max Weber comme l'une des origines du système économique moderne. L'aspiration à consommer fait travailler, vendre, migrer et rêver.

Alors que cette quête moderne trouve son accomplissement dans une « société de consommation » qui rythme la vie des populations du Nord et intègre chaque année des centaines de milliers de consommateurs supplémentaires dans les pays émergents, des acteurs critiques viennent en contester les fondements : la société de consommation n'est plus durable et la planète ne peut supporter l'extension de ce modèle à la population des pays émergents, dont les aspirations sont pourtant démocratiquement légitimes. Au nom de quoi ne pourraient-ils pas accéder au niveau de vie dont jouissent les classes moyennes occidentales ?

Ces acteurs de *la consommation critique* font apparaître une injustice fondamentale dans ce domaine : ce sont essentiellement les populations les moins favorisées du sud de la planète qui souffrent des dégradations de l'environnement engendrées par une consommation effrénée des pays du Nord et des classes moyennes et supérieures des pays émergents. On y retrouve aussi des échos aux critiques d'Ivan Illich (1973) qui estimait que, dans les sociétés développées la consommation matérielle supplémentaire n'améliore pas forcément le bien-être collectif et peut au

contraire lui nuire. Chaque voiture supplémentaire apporte par exemple sa contribution aux problèmes de circulation et à la dégradation de l'environnement. Ces mouvements émergents articulent ainsi un répertoire critique séculaire autour de la remise en cause du lien entre bien-être et consommation avec une reformulation de préoccupations sociales, sanitaires, subjectives et environnementales.

Cet ouvrage regroupe des études de cas de groupes, mouvements et initiatives de consom'acteurs en France, en Belgique, en Italie, au Royaume-Uni et au Canada. Les acteurs évoqués sont ancrés dans un espace local toujours particulier et pourtant mobilisés autour d'enjeux semblables. Certaines pratiques, des formes d'action et des enjeux communs laissent entrevoir l'émergence d'un mouvement qui dépasse ces seuls acteurs. Ils partagent par exemple une volonté de ne pas se limiter à la mise en œuvre de filières d'approvisionnement qui garantissent l'accès à des aliments de qualité et articulent ces « alternatives pratiques » avec une réflexion sur les problèmes du système alimentaire dominant et à un changement social à partir des choix quotidiens d'individus qui sont à la fois consommateurs et citoyens.

Les raisons qui nous ont conduit à consacrer cet ouvrage plus particulièrement aux groupes actifs dans le secteur de l'alimentation sont longuement exposées dans le premier chapitre. Elles sont à la fois empiriques et heuristiques. D'une part, les réseaux pour une alimentation alternative se sont multipliés dans la première décennie du XXI^e siècle et sont aujourd'hui actifs dans toutes les régions du monde. D'autre part, manger constitue un « fait social total » (Fishler, 2001) dans lequel se reflètent les aspects fondamentaux de la vie sociale, de l'identité à l'organisation économique. Se pencher sur les acteurs qui se mobilisent autour d'une consommation alimentaire alternative permet dès lors d'appréhender quelques-uns des enjeux importants de notre époque à partir de recherches empiriques.

La première partie de cet ouvrage offre un panorama d'expériences de circuits courts de distribution d'aliments (les « réseaux alimentaires alternatifs ») en France, en Belgique et en Italie. Chaque chapitre articule les résultats d'une recherche empirique, souvent de type ethnographique, avec une analyse qui porte sur un aspect particulier de ces acteurs et de leur mode d'engagement (leur histoire, leur diversité, la convivialité des relations qui s'y nouent ou la nature disparate des motivations des consom'acteurs). Bien que chacun des auteurs souligne le caractère particulier des expériences qu'il a observées et leur ancrage local, certaines similitudes apparaissent pourtant au-delà des frontières.

Le chapitre de Magali Zimmer apporte une contribution essentielle en situant les Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) dans leur contexte historique et dans le cadre plus large de l'économie solidaire en France. L'auteur retrace l'évolution d'initiatives solidaires dans le champ de la consommation depuis la Révolution française. Elle pointe des éléments de continuité mais aussi certaines spécificités des acteurs contemporains. Le mouvement des coopératives de consommation a attiré un nombre croissant de « sociétaires » jusqu'à l'arrivée des grandes surfaces dans les années 1970. Un second souffle est venu revigorer le mouvement autour de deux sources d'inspiration, l'une issue du mouvement tiers-mondiste et l'autre du courant écologiste. Magali Zimmer revient ensuite sur l'histoire spécifique des AMAP et nous fait pénétrer dans leur quotidien en éclairant trois aspects fondamentaux du fonctionnement concret de ces associations : le contrat, la fixation du prix et la distribution des aliments.

Dans le second chapitre, Fabrice Ripoll souligne la diversité des AMAP à partir d'une recherche menée en Basse-Normandie. Des acteurs locaux trouvent dans les expériences initiales davantage une inspiration qu'un modèle. Une comparaison entre les AMAP et les magasins biologiques Biocoop conduit l'auteur à mettre en exergue les tensions entre différentes formes de consommation alternatives dans lesquelles les « consom'acteurs » tiennent un rôle

plus ou moins « actif ». On trouve ici un écho à la remise en cause de la distinction binaire entre « circuits conventionnels » et « réseaux alimentaires alternatifs » face à laquelle Damian Maye et James Kirwan (chapitre VII) nous invitent à penser dans les termes d'un continuum plutôt que d'une distinction entre deux pôles opposés.

Les expériences belges des Groupes d'achat communs (GAC) dont il est question dans les chapitres IV et V partagent certaines sources d'inspiration avec les AMAP tout en octroyant une plus grande place aux consommateurs. Samuel Hubaux s'intéresse plus particulièrement à l'articulation entre la convivialité qui unit les membres du GAC de Louvain-la-Neuve et l'autonomie revendiquée par les individus qui composent le groupe. Si les GAC permettent d'expérimenter un autre rapport à l'alimentation et au « vivre ensemble », l'auteur souligne néanmoins l'hiatus entre les discussions fréquentes autour d'un souhait de changement de société et la difficulté éprouvée pour penser ensemble une alternative sociétale qui convienne à chacun. Dans le chapitre V, Mélanie Louviaux analyse la conception d'un changement social « à petits pas » qui est au cœur du centre culturel alternatif Barricade et de son Groupe d'achat commun. Elle place l'articulation entre alternatives pratiques et une réflexion sur les dérives du système agroalimentaire au cœur de la démarche du GAC et revient sur le caractère distancié et réflexif de l'engagement de ses membres. Ces deux chapitres montrent combien la construction d'un collectif qui respecte l'autonomie de ses membres constitue un apprentissage complexe.

Dans le chapitre VI, Paola Rebughini, sociologue à l'université de Milan, nous présente trois types d'associations qui déclinent chacune à leur manière une volonté de consommer moins ou autrement. Les familles engagées dans les Bilans de justice s'y attellent avec rigueur alors que le côté convivial est plus présent dans les Groupes d'achats responsables, et semble primer dans les pratiques de consommation alternatives des Centres sociaux. Sur

cette base, Paola Rebughini balise le champ de la consommation éthique autour de quatre valeurs : la critique, le bien-être, la sobriété et la solidarité. Les expériences concrètes se rapprochent de l'un ou l'autre de ces pôles ou tentent de les combiner dans un exercice qui n'est jamais dépourvu d'ambiguïtés.

Les géographes britanniques Damian Maye et James Kirwan concluent cette première partie par une revue critique de la littérature sur les « réseaux alimentaires alternatifs ». Ils en pointent les apports et les lacunes puis évoquent des pistes de recherche. Ils exposent également les tenants et aboutissants du débat autour de la « récupération » de certaines valeurs et références des mouvements contestataires par les acteurs du marché conventionnel, qui demeure la source de nombreuses controverses dans le champ de l'économie solidaire et du commerce équitable¹.

La seconde partie aborde des initiatives plus diverses menées autour de l'alimentation alternative et de la dimension conviviale qui y est attachée. Émeline de Bouver replace la consommation alimentaire alternative dans le mouvement pour une « simplicité volontaire » qui critique la consommation effrénée et plaide pour un mode de vie moins vorace en ressources naturelles et accordant davantage d'importance aux relations sociales. Ils ont notamment recours à des modes de transport durable, au recyclage et à la réutilisation. Le projet Otesha qui est l'objet du chapitre de Josée Madéia Charlebois, vise précisément à promouvoir ces pratiques. Il conduit des jeunes à se familiariser avec les nouveaux enjeux de l'alimentation et à y sensibiliser la population au cours d'une tournée en vélo qui les emmène à travers le Canada.

Mathieu Colloghan nous fait découvrir les coulisses d'un restaurant associatif et autogéré de l'Est parisien. La convivialité et la solidarité y tiennent une place centrale. Le projet est profondément inscrit dans un quartier qui a connu une gentrification

1. Voir par exemple la quatrième partie de HART, LAVILLE, CATTANI, 2010.

rapide, mais aussi dans la longue histoire de coopératives ouvrières et d'expériences alternatives dans cet arrondissement. Ce chapitre revient également sur les relations entre ces lieux conviviaux et les associations qu'ils hébergent. Comme à Barricade (chapitre V), l'objectif est d'éviter à tout prix la relation « client-fournisseur » et de maintenir au contraire une relation basée sur l'échange, le respect et le soutien mutuel. Le chapitre XI, d'Emanuele Toscano, retrace l'histoire des Centres sociaux italiens qui combinent une dénonciation de la domination des subjectivités par les marchés avec la mise en œuvre d'alternatives solidaires et conviviales. Ils participent ainsi à l'émergence d'un engagement plus individuel et plus subjectif dans lequel la résistance à la mondialisation et à ses conséquences se fait à partir de l'agir quotidien. Des alternatives sont développées tant dans le domaine de la consommation alimentaire que de l'« économie immatérielle » : logiciels libres, création artistique, projection de films et documentaires...

La troisième partie s'organise autour de trois questions qui traversent l'ensemble de l'ouvrage : les pratiques et formes d'engagement dans les groupes et réseaux de la consommation critique, les ambiguïtés de leur contribution à un changement social plus global et les significations et répertoires des critiques du consumérisme qu'ils formulent. Le chapitre XII met en exergue les dimensions subjectives de l'engagement dans les mouvements pour une alimentation alternative. Elles sont présentes à la fois dans les causes et significations de cet engagement (la défense d'une expérience vécue, la convivialité des rencontres...), dans les formes d'engagement et du mode d'organisation de ces groupes et réseaux (des groupes restreints qui se multiplient par « essaimage », le respect de l'autonomie des membres...) et dans une conception du changement social à partir d'une transformation de soi et d'expériences locales.

Mais est-il possible de changer la société à partir des comportements individuels des consommateurs ? C'est l'une des questions

qui occupent Étienne Verhaegen (chapitre XIII). Une consommation critique constitue-t-elle la voie par laquelle le « consommateur-citoyen » peut contester et réorienter le modèle de production et de consommation dominant? Considérée de manière isolée, la consommation alternative est confrontée à un dilemme entre les risques de récupération par le marché conventionnel et l'enfermement dans un « marché de niche » limité à un public averti et relativement aisé. Au-delà de l'acte de consommation lui-même, l'auteur souligne l'importance des discours et narratives construits par ces mouvements. Dans cette perspective, si la consommation ne pourra à elle seule « changer le monde », elle peut constituer un vecteur de renforcement de stratégies qui opèrent à différentes échelles, à partir de l'acte d'achat, mais aussi (et surtout) à partir d'engagements politiques, citoyens et pragmatiques autour de la production, de la régulation et de la consommation. Les mouvements et réseaux de l'alterconsommation constituent des lieux importants de rencontre et de mise en phase du consommateur et du citoyen.

Enfin, la réflexion très stimulante de Jean De Munck (chapitre XIV) retrace les origines de l'alterconsommation dans les mutations d'un consumérisme post-fordiste, marqué par la globalisation, l'individualisation et l'esthétisation des produits. La critique égalitarienne s'est vue profondément transformée par la globalisation. Dans le même temps, la critique environnementale s'est considérablement renforcée suite à la prise de conscience de la rareté des ressources naturelles. Ces deux injonctions conduisent les alterconsommateurs à critiquer non seulement *l'accès* des différentes classes sociales à un modèle de consommation non problématisé, mais aussi à porter la critique au cœur même du *modèle* consumériste. Jean De Munck soutient que l'alterconsommation se distingue également de mouvements de consommateurs antérieurs par un rapport aux institutions du marché et à l'État qui se construit dans les pratiques plutôt que dans les discours (et souvent en tension avec ces derniers). Au-delà de la dénonciation,

les pratiques des consom'acteurs esquissent une critique « institutionnaliste » du marché et un positionnement qui refuse la médiation de l'appareil d'État. Comme d'autres mouvements par le passé (Touraine, 1978), les consom'acteurs partagent ainsi certaines valeurs fondamentales avec leurs adversaires, puisqu'ils sont « tout aussi globaux, individualistes et esthétisants que le consumérisme qu'ils critiquent ». C'est autour de ces valeurs que se construit leur critique et que les consommateurs engagés entendent devenir des acteurs de leur vie et de leur monde. Jean De Munck conclut en soulignant la créativité de la « prophétie alterconsumériste qui émerge aujourd'hui comme une cristallisation singulière des tendances culturelles, économiques et politiques post-fordistes ».

Remerciements

Ce livre n'aurait pas vu le jour sans les encouragements et la patience de Jean-Louis Laville. Qu'il en soit vivement remercié. Plusieurs textes de cet ouvrage ont bénéficié des suggestions avisées d'Étienne Verhaegen qui a également traduit la seconde partie du chapitre VII. Sa discrétion ne doit pas faire oublier l'importance de sa contribution à la dynamique intellectuelle autour de la consommation critique à l'Université catholique de Louvain (UCL) depuis de nombreuses années. Les compétences de Zouhour Ben-Salah et Christine Blanchard du CADIS, de Cécile Wéry, Marie-Charlotte Declève et Adrien Quittre de l'UCL furent précieuses dans la finalisation du manuscrit.

La dynamique intellectuelle et les rencontres dont cet ouvrage collectif est issu doivent beaucoup aux centres et réseaux de recherche dans lesquels elles s'inscrivent. C'est particulièrement le cas de la dynamique impulsée à l'UCL par Jean De Munck et qui s'organise aujourd'hui autour du Centre de recherche interdisciplinaire Développement, Institutions, Subjectivité (CriDIS). Une première version de quatre chapitres a été présentée dans un

séminaire organisé à Louvain-la-Neuve grâce à la collaboration d'Émeline de Bouver. Gautier Pirotte, Sophie Grenade et les activistes du Groupe d'achats communs de Louvain-la-Neuve y ont alimenté la discussion de leurs remarques avisées. Le Centre d'analyse et d'interventions sociologiques (CADIS-EHESS), fondé par Alain Touraine et actuellement dirigé par Philippe Bataille fut un autre espace stimulant au sein duquel cette réflexion internationale a pu s'épanouir et auquel appartiennent trois des auteurs de cet ouvrage. Enfin, mes remerciements vont tout particulièrement à Gordy Pleyers qui développe depuis plusieurs années une perspective rigoureuse et stimulante sur la psychologie du consommateur à l'UCL, et à Michel Wieviorka qui a commencé sa carrière de sociologue en s'intéressant aux mouvements de consommateurs.

Geoffrey PLEYERS

BIBLIOGRAPHIE

- CAMPBELL C., *The romantic ethic and the spirit of modern consumerism*, Oxford, Blackwell, 1978.
- FISHLER C., *L'omnivore*, Paris, Odile Jacob, 2001 [1990].
- HART K., LAVILLE J.-L., CATTANI A., *The human economy*, Cambridge, Polity, 2010.
- ILLICH I., *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973.
- TOURAINÉ A., *La voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978.